

en fournir à leurs voisins. La France est moins favorisée sous ce rapport. Les mines de houille sont concentrées sur quelques points de son territoire ; les prix s'accroissent, d'autant plus que la consommation s'éloigne des houillères. De là, l'obligation pour les industries qui consomment beaucoup de charbon minéral de s'établir sur les lieux mêmes de l'extraction.

Cette condition de succès disparaît, s'il est permis aux exploitants de houille d'en éléver les prix, suivant leur caprice ou leur cupidité.

Chez toutes les nations soumises à un gouvernement régulier l'équilibre des prix doit dépendre, non de la volonté arbitraire de ceux qui détiennent les denrées ou marchandises, mais de leur rareté ou de leur abondance. C'est une loi de l'économie politique que les prix s'élèvent, lorsque la demande est supérieure à la production et qu'ils s'abaissent, si elle est inférieure. Toute manœuvre ou coalition pour faire hausser ou baisser les prix est un délit qui porte atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie.

Le pouvoir législatif a eu à se prononcer à plusieurs reprises sur le principe de la liberté commerciale, notamment en 1791, en 1810 et en novembre 1849. Le principe a toujours été maintenu. Proclamé par nos lois, il est entré dans nos mœurs. On a pu en faire souvent l'observation. Si une coalition veut y porter atteinte en élevant arbitrairement le prix d'une denrée, le public s'en indigne spontanément et blâme l'autorité, si elle ne fait pas respecter la libre concurrence du commerce.

Dans ces derniers temps, une secte de socialistes n'a pas craint, sous le prétexte de protéger le travail, de s'élever contre la concurrence. D'après Louis Blanc, sous l'empire de la concurrence, la production se développe avec excès, au hasard, et amène l'abaissement des salaires ; il veut remédier à cet inconvénient par l'association générale des travailleurs dans chaque profession. Unis et coalisés dans un intérêt commun, ils seraient en mesure d'exiger un salaire suffisant pour fournir à leurs besoins présents et à un fonds de secours pour l'avenir.

Ce moderne réformateur n'envisage qu'une face de la question,